



Organisation Africaine Pour  
l'Education et la Culture.

ORGANISATION AFRICAINE POUR L'EDUCATION  
ET LA CULTURE.  
AFRICAN ORGANIZATION FOR EDUCATION  
AND CULTURE.  
O.A.P.E.C / A.O.F.E.C

*Résidence SITTO, Adidoadin, Rue N°10, Immeuble 203*

# REGLEMENT INTERIEUR

## TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### Article 1 : Principe Légal

Le présent Règlement Intérieur est établi conformément aux dispositions de l'article 48 des Statuts de l'Association dénommée **Organisation Africaine Pour l'Education et la Culture**, en abrégé (OAPEC).

C'est une organisation apolitique et à but non lucratif et ouverte à toute personne qui adhère à ses buts et objectifs, et accepte ses Statuts et le présent Règlement Intérieur.

### Article 2 : Textes de Base

OAPEC est régie par des Statuts, un Règlement Intérieur et un plan d'action qui définissent ses objectifs et organisent son fonctionnement.

Le présent Règlement est une partie intégrante qui complète et précise les modalités d'application des statuts et de fonctionnement clés de l'OAPEC.

## TITRE II : CONDITIONS D'ADHESION

### Article 3 : Adhésion des membres

Peut adhérer à l'OAPEC toute personne remplissant les conditions définies à l'**article 17** des statuts, jouissant d'une bonne moralité et acceptant les dispositions statutaires et réglementaires et qui s'engage à œuvrer pour la réalisation de son objectif social. L'adhésion est obtenue sur demande libre accompagnée des droits d'adhésion.

Toutefois, elle est ouverte également à toute Personne morale qui accepte les objectifs, statuts et règlement intérieur de l'Organisation.

### Article 4 : Demande d'adhésion

La demande d'adhésion est adressée par écrit au Président du Conseil d'Administration. Cette demande est examinée par le Conseil d'Administration et doit faire l'objet d'une réponse adressée au requérant dans un délai d'un (01) mois.

L'adhésion est effective si le postulant remplit une fiche d'adhésion et paie ses frais d'adhésion. L'adhésion est individuelle et libre.

#### **Article 5 : Carte de membre**

L'adhésion est consacrée par la délivrance d'une carte de membre. Chaque membre doit avoir sa carte de membre dont la forme et le contenu sont définis par le Conseil d'Administration et soumis à l'appréciation de l'Assemblée Générale ;

#### **Article 6 : Perte de la qualité de membre**

La qualité de membre se perd par :

- Démission individuelle ;
- Exclusion ;
- Décès.

Tout membre n'ayant plus d'intérêt d'appartenir à l'Organisation ou dont le comportement est de nature à nuire à l'Organisation peut se retirer ou perdre sa qualité de membre. Il doit dans ce cas restituer au Conseil d'Administration sa carte de membre et les biens de l'Organisation qui lui sont confiés.

#### **Article 6 : Rémunération des membres**

Les statuts de membres ne donnent droit à aucune rémunération.

#### **Article 7 : Démission ou Exclusion de membres**

La démission est libre, mais subordonnée à une demande en bonne et due forme établie et adressée au Conseil d'Administration qui, après étude du dossier en informe l'Assemblée Générale.

Toute lettre de démission qui est restée sans réponse jusqu'au terme d'une période de 45 jours, est considérée comme consommée.

L'exclusion d'un membre est décidée par l'Assemblée Générale, sur la base d'un rapport motivé du Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale dans les cas

suyvants : Refus délibéré d'observer les dispositions statutaires et réglementaires.  
Condamnation à une peine infamante et/ou affective.

Tout démissionnaire ou exclu ne peut prétendre au remboursement de ses droits d'adhésion ni d'un quelconque avantage ou prérogative au titre de son appartenance passée à l'Organisation. Il reste responsable des prévarications commises durant le temps qu'il a passé à l'Organisation, et peut être poursuivi à tout moment, en tout temps et en tout lieu.

#### **Article 8 : Droits des membres**

Tout membre a le droit de :

- Jouir des avantages liés à la qualité de membre, c'est-à-dire de participer à l'ensemble des activités ;
- Etre électeur et éligible ;
- Etre informé sur la vie de l'organisation.

#### **Article 9 : Devoirs des membres**

Tout membre doit :

- Respecter les dispositions statutaires et règlements de l'organisation ;
- Observer scrupuleusement les directives ou consignes de la hiérarchie pour la bonne marche de l'Organisation ;
- Payer régulièrement ses cotisations et souscriptions ;
- Participer activement aux activités et manifestations ;
- Promouvoir l'Organisation dans son environnement.

#### **Article 10 :**

Les fonctions de responsabilité au sein de l'Organisation sans avoir reçu mandat de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration sont interdites.

### **TITRE III : ORGANISATION TECHNIQUE**

#### **Article 11 : Organigramme**

Pour la réalisation de ses objectifs et pour son fonctionnement, OAPEC est dotée des organes suivants :

- Assemblée Générale (AG) ;
- Conseil d'Administration (CA) ;
- Le Commissariat aux comptes (CC) ;
- Le Comité de Surveillance et d'Arbitrage (CSA) ;
- La Direction Exécutive (DE).

### **Article 12 : l'Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale est l'organe suprême de l'Organisation Africaine Pour l'Education et la Culture (OAPEC). Elle est souveraine. Elle est composée de tous les membres et ses décisions s'imposent valablement à tous les membres sans exception même aux absents.

L'AG se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation du président du Conseil d'Administration. Elle peut toutefois se réunir en session extraordinaire lorsque les circonstances l'exigent dans les mêmes conditions ou à la demande du Président ou d'un tiers (1/3) au moins des membres actifs de l'organisation en session extraordinaire.

Les convocations sont adressées aux membres au moins un mois à l'avance.

L'Assemblée Générale prend les décisions à la majorité absolue de ses membres. Elle ne peut valablement délibérer que si 2/3 au moins des membres sont présents. Si ce quorum n'est pas atteint, une seconde Assemblée Générale représentative est convoquée dans un délai d'une quinzaine et peut statuer quel que soit le nombre des membres présents avec mention de la date, du lieu, de l'heure et de l'ordre du jour de l'Assemblée.

Le quorum requis pour la tenue de toute Assemblée Générale extraordinaire, est à la majorité simple.

Au cas où le quorum n'est pas atteint il est procédé à une deuxième convocation sous huitaine, dans les mêmes conditions. Le cas échéant, l'Assemblée Générale extraordinaire délibère quel que soit le nombre de membres présents.

### **Article 13 : Délibérations**

Toutes les décisions sont prises soit par consensus soit par vote à la majorité simple des membres présents et à jour de leurs cotisations.

Le vote par procuration écrit et signé est admis. Toute personne absente et à jour de ses cotisations ne peut délivrer qu'une seule procuration par membre présent.

### **Article 14 : Le Conseil d'Administration**

Le conseil d'administration est l'organe légal de représentation d'Organisation Africaine Pour l'Education et la Culture (OAPEC). Il est aussi l'organe de gestion quotidienne d'administration, de supervision et de gestion de l'organisation. Il suit les décisions de l'Assemblée Générale au niveau de la Direction Exécutive. Il est composé de cinq (5) membres (le Président, le Secrétaire Général, le Trésorier Général et les deux Conseillers). Les membres du CA sont élus parmi les membres actifs au scrutin secret majoritaire à un tour au bulletin unique pour un mandat de cinq (05) ans renouvelable.

Le Conseil d'Administration assure essentiellement le bon fonctionnement de l'Organisation. Il examine et approuve le programme annuel d'activités de la Direction Exécutive. Il pourvoit à l'orientation et au contrôle en matière administrative et de gestion financière.

#### **Article 15 : le Commissariat aux Comptes**

Les membres du Commissariat aux Comptes sont chargés de vérifier et contrôler la régularité des écritures comptables, les livrets de comptes, la caisse, les inventaires et le bilan. Ils jouent le rôle d'appuis-conseils à la comptabilité et d'audit des finances de l'organisation.

#### **Article 16 : Le Comité de Surveillance et d'Arbitrage**

Composé de trois (03) personnes élues en Assemblée Générale pour un mandat de trois (03) ans renouvelable, le comité d'arbitrage est l'organe de garantie de la moralité et de la bonne conduite des membres de l'Organisation Africaine Pour l'Education et la Culture.

#### **Article 17 : La Direction Exécutive**

Elle est assurée par un Directeur Exécutif. Elle met en œuvre les décisions conformément aux directives fixées par l'Assemblée Générale. La Direction Exécutive de l'OAPEC se compose des structures techniques, administratives, financières et juridiques pourvues pour son bon fonctionnement.

#### **Article 18 : Débats à l'Assemblée Générale**

Sont considérées comme motions acceptables par ordre de priorité :

- ✓ La motion d'ordre,
- ✓ La motion de procédure,
- ✓ La motion d'information.

Au cours des Assemblées Générales, seul le Président qui préside la séance, accorde la parole à qui veut la prendre mais dans l'ordre des enregistrements. Il peut la retirer en cas de besoin. En cas d'empêchement, ce rôle est dévolu au Secrétaire Général.

#### **TITRE IV : DU FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION**

##### **Article 19 : convocation**

La convocation à une réunion se fait au moins 15 jours auparavant. Elle doit préciser : la date, le lieu, l'heure et l'ordre du jour.

##### **Article 20 : ponctualité**

La ponctualité est de règle à toutes réunions auxquelles un membre est convié dans le cadre des activités de l'Organisation.

##### **Article 21 :**

Au terme d'une réunion convoquée dans le cadre des activités de l'Organisation, un procès-verbal ou un compte rendu est dressé à cet effet.

#### **TITRE V : DES ELECTIONS**

##### **Article 22 : Eligibilité au sein de l'OAPEC**

Seuls les membres fondateurs ou actifs peuvent être électeurs et éligibles aux postes éligibles à pourvoir au sein de l'association.

##### **Article 22 : Vote par procuration**

Le vote peut se faire par procuration remise au Président de séance. Une seule et même personne ne peut être porteuse que d'une seule procuration.

##### **Article 23 : Renouvellement des membres du CA**

L'élection d'un nouveau Conseil d'Administration doit se faire au plus tard au cours de la première quinzaine du mois précédant celui devant marquer la fin du mandat des membres sortants.

#### **Article 24 : Suppléance**

La suppléance à un poste vacant au sein du Conseil d'Administration, peut être assurée par un membre du Conseil d'Administration désigné par le Président ou à défaut par le Secrétaire Général.

#### **Article 25 : Eligibilité**

Ne peuvent être électeurs et éligibles que les membres susvisés à l'**Article 18** du présent Règlement Intérieur, remplissant les conditions suivantes :

- Etre de bonne moralité et jouir de ses droits civiques ;
- Etre à jour avec la Trésorerie Générale de l'Organisation ;
- Honorer ses engagements vis-à-vis de l'Organisation.

#### **Article 26 : Election aux postes du CA**

Tout membre désirant postuler à un poste du Conseil d'Administration doit adresser au Président du Conseil d'Administration sortant, une lettre de motivation **72 heures** avant la tenue de l'Assemblée Générale.

#### **Article 27 : Conditions d'éligibilité**

Pour être éligible à un poste du Conseil d'Administration, il faut nécessairement avoir au moins une ancienneté de trois (3) ans en qualité de membre fondateur ou membre actif de l'Organisation.

#### **Article 28 : Droit de vote**



Les membres sympathisants et les membres d'honneur n'ont pas le droit de vote, mais ont droit à la parole et peuvent participer aux débats des réunions de l'Organisation auxquelles ils sont expressément conviés.

#### **Article 29 : Entrée en fonction des membres du CA et du CC**

Les membres du Conseil d'Administration et du Commissariat aux Comptes entrent en fonction **24 heures** après leur élection.

#### **Article 30 : Du présidium**

L'Assemblée Générale est présidée par le Président de l'Organisation. Toutefois, L'élection des membres des organes a lieu sous l'égide d'un présidium choisis par l'Assemblée Générale et composé de :

- Un (01) Président,
- Un (01) rapporteur,
- Un (01) Secrétaire.

#### **Article 31 :**

L'élection des membres des organes a lieu, poste par poste, au scrutin secret majoritaire à un tour. La majorité simple suffit pour l'élection d'un membre de l'organe.

#### **Article 32 :**

En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats, le présidium procède à un deuxième vote entre les candidats concernés. Si l'égalité persiste, le candidat le plus âgé est élu.

#### **Article 33 :**

L'élection des commissaires aux comptes intervient dans les mêmes conditions que l'élection des membres des autres organes.

#### **Article 34 :**

Tout contentieux électoral sera réglé conformément à la procédure prévue dans les statuts.

### **Article 35 : Des missions des Agents ou membres de l'Organisation**

L'Organisation peut envoyer en mission des délégations à l'intérieur comme à l'extérieur du territoire national pour prendre part à des conférences, séminaires ou à des journées et voyages d'études. Le choix d'un ou des représentants de l'Organisation est fait par le Conseil d'Administration. Les frais de missions sont à la charge de l'Organisation ayant financé la conférence, le séminaire ou les journées et voyages d'études sont à la charge de l'organisation ayant envoyé l'agent ou les agents en mission c'est à dire OAPEC.

## **TITRE VI : LA DISCIPLINE**

### **Article 36 : Les principes qui sous-tendent les activités de l'Organisation sont :**

- La loyauté et le respect de la hiérarchie,
- L'abnégation,
- Le désintéressement,
- Le respect des biens et des valeurs de l'organisation,
- L'esprit d'équipe et le travail bien fait,
- La solidarité,
- Le respect des décisions prises à la majorité,
- La soumission à l'autorité des membres des organes,
- L'efficacité et la disponibilité soutenue,
- La tolérance, la courtoisie et le respect mutuel.

### **Article 37 :**

Les méthodes dictatoriales et antidémocratiques, sont proscrites au sein de l'organisation.

### **Article 38 :**

Toute décision prise à quelque échelon que ce soit et contraire aux dispositions statutaires et réglementaires, est nulle et de nul effet ;

### **Article 39 :**

Sont considérés comme actes d'indiscipline, toute infraction aux dispositions statutaires et réglementaires ainsi que la non observation, des principes définis à **l'article 36 ci-dessus** :

- Refus d'exécuter les décisions et directives émanant des organes dirigeants ;
- Refus délibéré de payer ses cotisations ordinaires et extraordinaires (souscriptions) ;
- Fait d'engager l'organisation d'une manière ou d'une autre sans mandat ;
- Détournement des biens de l'organisation ;
- Tout autre acte répréhensible, laissé à l'appréciation du conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale.

#### **Article 40 : Sanctions**

En cas d'indiscipline (détournements des fonds, prêts anonymes, non remboursement des prêts, appropriation des biens de l'Organisation, utilisation non autorisée du matériel de l'organisation à des fins personnelles, non-respect de la hiérarchie) ou tout membre coupable de fautes graves ou de violation flagrante des Statuts et du présent Règlement Intérieur sont passibles des sanctions ci-après :

- ***L'avertissement prononcé par le Conseil d'Administration,***
- ***Le blâme prononcé par le Conseil d'Administration,***
- ***L'amende prononcée par le Conseil d'Administration,***
- ***La suspension provisoire prononcée par le Conseil d'Administration,***
- ***L'exclusion prononcée par d'Assemblée Générale.***

#### **Article 41 :**

L'avertissement et le blâme sont infligés par le Conseil d'Administration. La suspension provisoire et l'exclusion sont décidées par l'Assemblée Générale sur le rapport du Conseil d'Administration.

#### **Article 42 :**

Est suspendu temporairement par le Conseil d'Administration, tout membre qui ne s'acquitte pas de ses cotisations ordinaires sur une période de **quatre (04) mois consécutifs** ;

Par cette suspension temporaire, l'intéressé perd ainsi sa qualité de membre ainsi que tous les avantages qui y sont attachés jusqu'à ce qu'il n'honore ses engagements mensuels.

#### **Article 43 : La poursuite judiciaire**

Fera l'objet de poursuites judiciaires, tout membre de l'Organisation qui aura détourné ou dilapidé les fonds de l'Organisation. Dans ce cas, l'Organisation déposera une plainte auprès des Instances Judiciaires compétentes pour abus de confiance et détournement de biens sociaux.

#### **Article 44 : Règlement des litiges**

Le règlement de tout litige entre les membres est assuré par le Conseil d'Administration qui s'il le juge nécessaire peut recourir à l'Assemblée Générale convoquée en session extraordinaire ou ordinaire. Un procès – verbal sera dressé à cet effet.

Ainsi, les membres de l'Organisation s'engagent à rechercher prioritairement une solution amiable avant tout recours à toutes actions contentieuses.

#### **Article 45 :**

En cas de litige entre l'Organisation et les tiers, le Conseil d'Administration convoque une Assemblée Générale extraordinaire pour discuter des mesures à prendre en vue d'un règlement pacifique, ou au cas échéant pour étudier les procédures à suivre en vue de porter l'affaire auprès des instances judiciaires compétentes.

#### **Article 46 :**

Tout membre fautif ou présumé tel, doit au préalable être entendu sur les griefs relevés contre lui par l'organe compétent pour décider de la sanction. Il peut se faire assister d'un défenseur ou d'un témoin choisi parmi les autres membres de l'Organisation.

#### **Article 47 :**

Tout membre sanctionné peut exercer un recours devant l'Assemblée Générale dans un délai de deux (02) mois maximum. Passé ce délai, la sanction devient définitive.

## **TITRE V : LA GESTION FINANCIERE**

### **Article 48 :**

L'exercice budgétaire court du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre

### **Article 49 :**

Le Président est l'ordonnateur du budget de l'Organisation.

### **Article 50 :**

Le droit d'adhésion et les cotisations sont révisables par l'Assemblée Générale.

### **Article 51 :**

Le versement des cotisations peut intervenir en une ou plusieurs tranches. Toutefois, la cotisation devra être totalement recouvrée avant le 31 mars de l'année d'exercice.

### **Article 52 :**

Tout membre est tenu de payer rigoureusement ses cotisations sous peine d'être soumis aux dispositions de **l'Article 41** du présent Règlement Intérieur.

## **TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES**

### **Article 53 : Modification du règlement intérieur**

Toute modification des dispositions du présent Règlement Intérieur relève de la compétence de l'Assemblée Générale. Les propositions de modifications motivées sont adressées au président un (01) mois au moins avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

### **Article 54 : Règlement Intérieur du personnel**

Le Conseil d'Administration définit un statut particulier qui aura à régir le personnel administratif et technique de l'Organisation dont la gestion est assurée par la Direction Exécutive.

**Article 55 :**

En cas de violation du présent Règlement Intérieur et des Statuts de l'Organisation, les dispositions disciplinaires prévues à **l'article 40** du présent Règlement Intérieur sont applicables.

**Article 56 : Cas non prévus**

Pour toute situation ou tout cas non prévu par les dispositions statutaires et réglementaires, le Conseil d'Administration, décide de la conduite à tenir, à charge pour lui d'en rendre compte à l'Assemblée Générale.

**Article 57 :**

Le présent Règlement Intérieur prend effet à compter de la date de son adoption par l'Assemblée Générale.

Adopté à Lomé, le 03 janvier 2015  
L'Assemblée Générale Constitutive  
Le Président,

**TETE Yao Ségram**